LES CITOYENS
MIEUX VIVRE ENSEMBLE

Comment LES JEUNES VOIENT-ILS L'ENGAGEMENT CITOYEN ?

Cafés Citoyens
Enquête auprès de plus de 1100 Jeunes
dans les 12 Régions du Maroc
2024-2025

www.les-citoyens.org

SOMMAIRE

04
INTRODUCTION

05
OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

07
MÉTHODOLOGIE

08
PROFILS DES PARTICIPANTS

09
LA PARTICIPATION CITOYENNE DES JEUNES

18
LES MÉCANISMES DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

27
LA E-PARTICIPATION CITOYENNE : ÉTAT DES LIEUX, DÉFIS ET LEVIERS AU MAROC

36
CONCLUSION

INTRODUCTION GÉNÉRALE

À l'heure des grandes transitions politiques, socioéconomiques et environnementales, **l'implication des jeunes dans les dynamiques citoyennes s'impose comme une question centrale, aussi urgente que structurante.** Dans un monde en perpétuelle mutation, où les formes de mobilisation se renouvellent et où les institutions peinent parfois à s'adapter, l'engagement des jeunes dans la sphère publique cristallise à la fois les tensions d'une démocratie à revitaliser et les promesses d'une transformation profonde.

Le Maroc, à l'instar de nombreux pays, fait face à **une jeunesse plurielle, lucide, souvent critique mais résolument tournée vers l'action**. Cette jeunesse, porteuse d'aspirations nouvelles, interroge les dispositifs classiques de participation et cherche à inscrire son engagement dans des formats plus horizontaux, plus accessibles, et davantage connectés aux réalités locales.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent rapport, fruit d'une démarche de recherche-action menée par l'association ***Les Citoyens***, à l'occasion de sa tournée nationale des ***Cafés Citoyens*** organisée en 2024 à travers les 12 régions du Royaume. Cette initiative inédite ambitionne de comprendre, de documenter et surtout de **faire entendre la voix des jeunes marocains sur les enjeux de la participation citoyenne.** L'étude repose sur une approche méthodologique mixte, combinant une enquête quantitative (plus de 1120 jeunes ont répondu à un questionnaire national) et une analyse qualitative enrichie de verbatims, de témoignages et d'observations de terrain.

Trois notions structurent cette exploration :

- **La participation citoyenne:** entendue comme l'ensemble des pratiques par lesquelles les individus prennent part à la vie publique, influencent les politiques publiques et contribuent à l'amélioration de leur environnement ;
- **La démocratie participative:** qui vient compléter la démocratie représentative en offrant aux citoyen.ne.s des leviers d'action directe dans les processus décisionnels — tels que les pétitions, les conseils consultatifs ou les budgets participatifs ;
- **L'e-participation:** désigne les formes numériques de mobilisation — consultations en ligne, campagnes digitales, outils de civic tech — particulièrement prisées par les jeunes générations.

Ce rapport ne se limite pas à dresser un état des lieux**. Il vise à restituer une parole souvent marginalisée, à confronter les attentes d'une jeunesse en éveil aux cadres institutionnels existants, et à formuler des pistes concrètes pour renforcer l'inclusion démocratique.** À travers une analyse systémique, il propose une lecture fine et ancrée dans les territoires, soucieuse de traduire les expériences vécues en recommandations opérationnelles.

CONTEXTE

La jeunesse marocaine, qui représente près de 30% de la population, est souvent **perçue comme désengagée ou apathique**. Pourtant, cette vision est réductrice. Loin de l'indifférence, les jeunes développent aujourd'hui des formes d'engagement alternatives, distinctes des circuits institutionnels classiques, souvent plus flexibles, horizontales, numériques, ou ancrées dans l'action locale. **Ils protestent, créent, et inventent de nouveaux langages de l'action publique.**

Cette crise de confiance s'explique par plusieurs facteurs : **la verticalité des modes de gouvernance, l'absence de retour sur les initiatives citoyennes, le manque de clarté des mécanismes de participation, et la faible accessibilité de certaines instances.** S'ajoute à cela **une vision souvent stigmatisante de la jeunesse**, perçue soit comme un risque (radicalisation, violence), soit comme un réservoir d'énergies à encadrer, rarement comme des partenaires à part entière.

Ce phénomène s'inscrit dans un contexte plus large de crise de confiance entre citoyen.ne.s et institutions, tant au Maroc qu'ailleurs. Selon les données du HCP et les travaux du CESE, seulement 13% des jeunes sont membres d'une organisation (association, syndicat, parti)**.** Pourtant, plus de 60% souhaitent s'engager s'ils trouvent un cadre adéquat, des ressources, et de la reconnaissance. **Ce fossé entre le désir d'agir et les conditions réelles de l'action constitue aujourd'hui l'un des principaux défis pour les politiques publiques.**

Dans ce contexte, **le numérique émerge comme un espace central d'expression**. **Les jeunes y trouvent un terrain d'engagement moins codifié, plus rapide, plus viral, mais aussi plus vulnérable à la récupération ou à l'épuisement**. Le rapport au politique s'y construit différemment, avec une exigence forte d'authenticité, de transparence, et de résultats.

Les résultats de la tournée nationale des ***Cafés Citoyens* 2024** viennent éclairer ces dynamiques. À travers **49 rencontres organisées dans tout le pays,** les jeunes ont partagé leurs **récits, frustrations, mais aussi leurs propositions.** Des tendances fortes se dégagent :

- **Un désenchantement à l'égard des dispositifs formels**, tels que les conseils régionaux de la jeunesse et les conseils communaux, perçus comme peu transparents ou trop technocratiques.
- **Une volonté de participer à des projets concrets et visibles**, souvent à l'échelle du quartier, du village ou de la commune.
- **Une créativité citoyenne marquée**, se manifestant à travers des initiatives artistiques, culturelles, sociales ou écologiques, souvent portées par des groupes informels ou des collectifs de jeunes.
- **Une revendication de reconnaissance institutionnelle,** non pas de manière symbolique, mais réelle, en termes d'écoute, de ressources et de co-construction des politiques publiques pour tous

Ces enseignements confirment que **la jeunesse n'est pas en retrait, mais en transformation.** Elle ne rejette pas la participation, mais réclame d'autres formes, plus flexibles, plus inclusives, plus connectées à la réalité. **Elle appelle également à une réforme en profondeur de la relation entre citoyen.ne.s et institutions, pour passer d'une logique d'invitation à une logique de collaboration.**

À travers ce rapport, il s'agit donc de porter cette parole, de la traduire en constats partagés, et d'en faire un levier d'action publique. Cette dynamique de transformation est essentielle pour revitaliser le tissu démocratique et renforcer la cohésion sociale. La jeunesse marocaine, avec sa diversité et son énergie, incarne un potentiel considérable pour impulser des changements durables et équitables. **En saisissant les opportunités offertes par les nouvelles technologies et en s'appuyant sur des approches participatives, elle dessine les contours d'une citoyenneté renouvelée.**

Les recommandations qui émergent de ce rapport visent à encourager une meilleure intégration des jeunes dans les processus décisionnels, en renforçant les capacités des institutions à accueillir et valoriser leurs contributions. **Il est crucial de favoriser des espaces de dialogue ouverts et bienveillants, où les idées peuvent se confronter et s'enrichir mutuellement.**

Enfin, **il est impératif de promouvoir une culture de confiance et de reconnaissance, où les initiatives des jeunes sont soutenues et accompagnées de manière concrète**. En misant sur une approche collaborative, les institutions et les citoyen.ne.s peuvent ensemble naviguer les défis contemporains et construire un avenir plus juste et inclusif pour tous.

MÉTHODOLOGIE

Ce rapport repose sur une approche de recherche-action participative, combinant méthodes quantitatives et qualitatives afin de refléter la diversité des réalités vécues par les jeunes dans l'ensemble des régions du Maroc. La méthodologie mobilisée s'articule autour de quatre composantes principales :

Une enquête nationale structurée, diffusée à la fois en ligne et en présentiel, à travers un questionnaire combinant des données sociodémographiques, des indicateurs d'opinion, et des questions ouvertes. Cette enquête a recueilli 1121 réponses couvrant les 12 régions du Royaume, permettant d'identifier des tendances générales et des divergences territoriales.

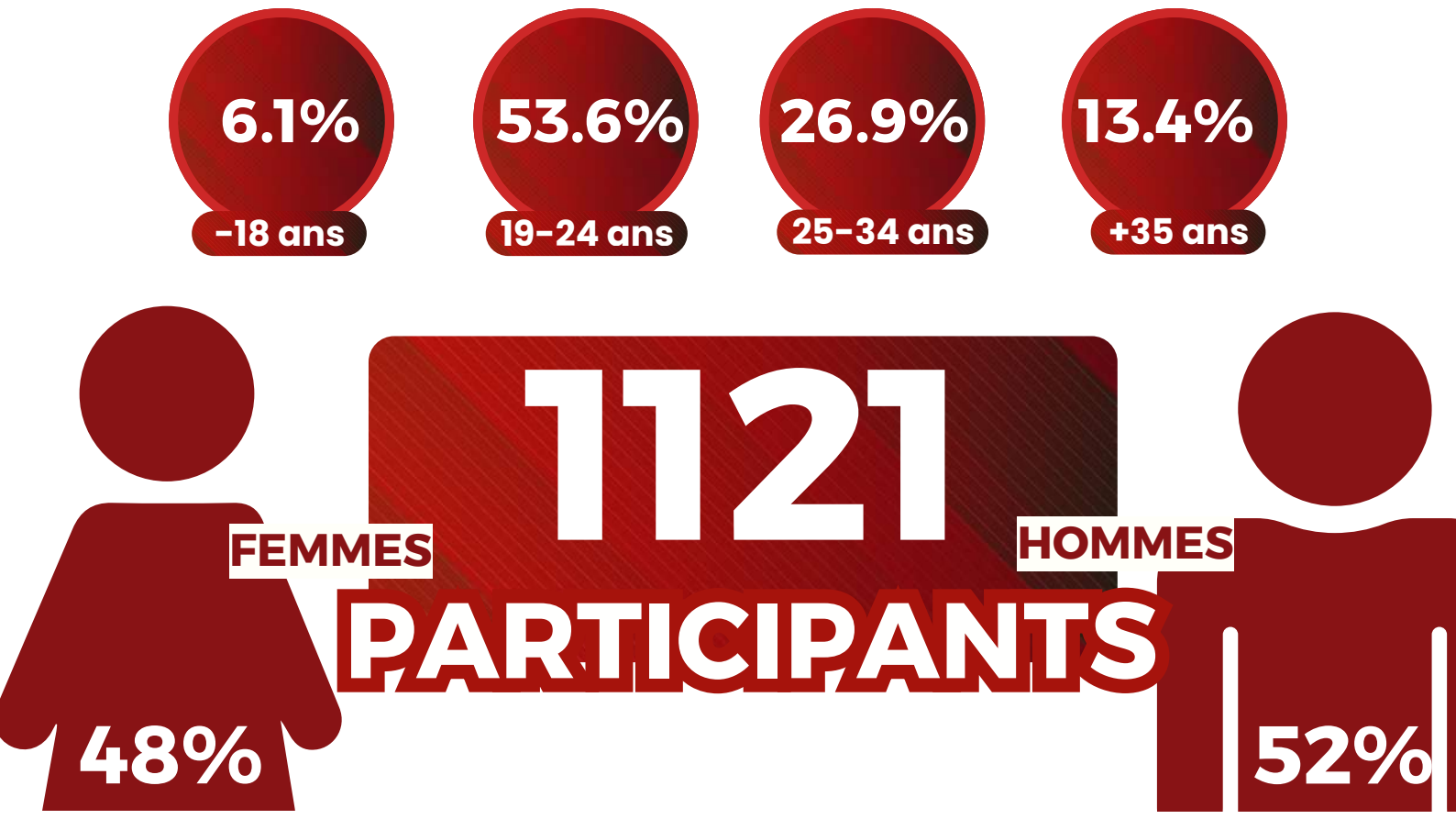
Une série de 49 *Cafés Citoyens*, organisés dans 34 localités urbaines et rurales (plus de 25 % en milieu rural), ont permis de collecter des propositions concrètes, de documenter les obstacles rencontrés, et d'observer les pratiques de participation in situ, dans un cadre ouvert et inclusif.

Des témoignages qualitatifs recueillis lors d'entretiens, de focus groupes et de restitutions écrites et orales menés notamment lors de la Réunion nationale des Ambassadeurs Citoyens. Ces contributions ont enrichi l'analyse en apportant des récits de terrain et des perceptions situées.

Une analyse documentaire croisée, s'appuyant sur les rapports du CESE, les données du HCP, ainsi que d'autres publications nationales et internationales, afin de contextualiser les résultats et de proposer des pistes d'action fondées sur des comparaisons pertinentes.

Cette méthodologie mixte permet d'offrir une lecture à plusieurs niveaux — territoriale, perceptive et pratique — et de faire émerger des recommandations réalistes, ancrées et opérationnelles, en phase avec les aspirations et les conditions de vie des jeunesses marocaines.

Profils des participants



55% étudiants

6% Entrepreneurs

15,6% Salariés

9,8 % Autres

13,6% Fonctionnaires

LA PARTICIPATION CITOYENNE PERCEPTION ET PRATIQUES

REGARDS DE NOS AMBASSADEURS

Mon analyse de la participation citoyenne des jeunes dans la région de Casablanca-Settat, basée sur mon expérience avec les initiatives de terrain organisées par le mouvement *Les Citoyens* et mon rôle en tant qu'enseignante en contact avec des jeunes de 18 à 24 ans, révèle deux constats différents. D'une part, l'existence même des C*afés citoyens* et leur longévité, ainsi que l'attrait qu'ils représentent pour les jeunes, se traduisent par un taux de participation tout à fait respectable, **suggérant un intérêt croissant de la jeune génération pour les questions sociales et politiques.**

BASMA GUIDANI

Ambassadrice Mentor
Casablanca-Settat

D'autre part, mes étudiants semblent assez déconnectés de la réalité et des revendications sociales, une situation que je relie potentiellement à leur socialisation politique, notamment à travers leurs pairs et l'école, bien que je ne dispose pas des données nécessaires pour confirmer cette hypothèse.

Cependant, un point commun émerge entre ces deux catégories : lorsque les jeunes ont accès à une plateforme adaptée à l'échange, qu'on leur explique les mécanismes existants pour leur permettre une participation effective, et qu'on leur montre que leur engagement peut avoir un impact significatif sur leur qualité de vie et celle de leurs concitoyens, ils manifestent un énorme intérêt et expriment des idées engagées. Cela indique que l'effort principal à fournir **consiste à mettre ces mécanismes et ces plateformes à leur portée, comme les C*afés Citoyens* qui représentent un exemple parfait d'initiative à fort impact éducatif et mobilisateur**, et ce sans nécessiter de moyens humains ou matériels considérables.

5 CONSTATS PROFONDS ISSUS DU TERRAIN

42%

Près d'un jeune sur deux (42%) déclare n'avoir jamais participé à un mécanisme de démocratie participative.

1. Une citoyenneté à deux vitesses

Au Maroc, les mécanismes de participation citoyenne tels que le vote, les pétitions, ou les conseils consultatifs sont largement **méconnus ou jugés peu accessibles par la jeunesse**. Cette distance n'est pas seulement géographique, entre zones urbaines et rurales, mais aussi sociale et culturelle.

Dans les quartiers populaires, les douars, ou même les villes moyennes, nombreux sont les jeunes qui ne voient aucun lien entre leur quotidien et les institutions publiques. Le sentiment exprimé est clair : "notre voix ne change rien". Cette fracture nourrit **une citoyenneté à deux vitesses**, où seuls les jeunes socialement ou scolairement intégrés peuvent prétendre à une participation reconnue. Une telle situation **affaiblit les fondements démocratiques** et creuse l'écart entre gouvernants et gouvernés.

2. Un engagement informel, créatif et résilient

72%

Plus de 7 jeunes sur 10 (72%) considèrent que le monde associatif est un lieu privilégié d'engagement citoyen

Malgré cette mise à distance, les jeunes marocains ne sont **ni passifs ni indifférents**. Dans de nombreuses régions visitées lors de la tournée nationale, ils initient des actions de terrain à leur échelle : campagnes de propreté, animations pour les enfants, aides ponctuelles aux familles en difficulté, création de pages ou comptes sur les réseaux pour sensibiliser à des causes locales.

Cet engagement se fait souvent sans structure formelle, sans financement, sans reconnaissance. C'est une citoyenneté du "darija", de l'urgence et de la débrouille, qui révèle une vraie résilience et une forte volonté d'agir. **Mais elle reste invisibilisée dans les radars des politiques publiques.**

70%

7 jeunes sur 10 (70%) disent ne pas faire confiance aux institutions et aux élu·e·s

3. Une défiance démocratique systémique

Selon les résultats de notre enquête nationale, **plus de 70 % des jeunes interrogés déclarent ne pas faire confiance aux élus ou aux institutions**. Ce chiffre traduit une crise de légitimité profonde.

Cette défiance ne s'exprime pas toujours par une opposition frontale, mais plutôt par une forme de retrait, de scepticisme latent, de désengagement progressif. Elle s'explique par l'absence de résultats visibles, la difficulté à interpeller les élus, et le sentiment d'être souvent réduits à une "jeunesse à sensibiliser" plutôt qu'à des partenaires de changement. Dans certaines localités, des jeunes évoquent des consultations sans suite ou des projets portés par d'autres sans eux. **Cette perception d'une démocratie "sans effet" fragilise l'adhésion des jeunes au contrat social.**

4. Une absence d'éducation civique dans le parcours de vie

08%

Seul 1 jeune sur 12 (8 %) estime que les Marocains maîtrisent bien le fonctionnement des associations

L'enseignement de la citoyenneté reste marginal dans les programmes scolaires marocains, souvent cantonné à des cours théoriques de "formation civique" **sans ancrage pratique**. En parallèle, les espaces associatifs, qui pourraient jouer un rôle de formation par l'action, sont inégalement répartis sur le territoire et disposent souvent de peu de moyens. Résultat : très peu de jeunes savent ce qu'est une motion législative, comment interpeller leur conseil communal, ou à quoi sert un conseil régional. Cette absence de formation au civisme moderne produit une **citoyenneté silencieuse**, où le droit de participation reste **un droit "dormant", non exercé, et souvent même ignoré.**

MOSTAFA OUKHIAR

AMBASSADEUR MENTOR
TANGER-TÉTOUAN-AL HOCEIMA

Bien que la participation citoyenne des jeunes soit devenue, au cours de la dernière décennie, une priorité pour de nombreuses institutions nationales et internationales, elle reste souvent limitée à un petit nombre de jeunes, souvent issus de milieux privilégiés. Cela empêche une représentation juste de la diversité des jeunes et réduit les chances d'une participation large et inclusive.

Une analyse de cette situation montre qu'une participation plus équilibrée demande une meilleure prise en compte des réalités locales et des profils différents des jeunes. Leur vraie implication, en tant qu'acteurs à part entière, peut renforcer l'impact et la portée des actions en faveur de la citoyenneté.

5. Une demande forte de reconnaissance

45%

Près d'un jeune sur deux (45 %) réclame des mécanismes clairs de valorisation de l'engagement citoyen

Lors des *Cafés Citoyens*, une phrase revient souvent : « *On fait beaucoup, mais personne ne le voit.* » Cette invisibilisation concerne aussi bien les jeunes actifs dans les coopératives, les comités de quartier, que ceux engagés dans des formes plus spontanées ou numériques d'action citoyenne.

Le manque de reconnaissance, qu'elle soit institutionnelle, médiatique ou symbolique génère un découragement tangible. Il crée un sentiment d'inutilité sociale, parfois même d'humiliation, notamment lorsqu'un engagement sincère n'est ni écouté, ni soutenu, ni valorisé. Or, dans une société jeune et en transformation rapide comme le Maroc, cette énergie pourrait être un levier puissant de développement **si elle était intégrée dans les politiques publiques territoriales.**

5 RAISONS D'AGIR

01 Reconnecter les jeunes aux institutions pour renforcer la légitimité démocratique

En réduisant la fracture entre la jeunesse et les institutions publiques, on contribue à restaurer la confiance dans la démocratie, à accroître la participation électorale et à stabiliser la vie politique locale par une implication citoyenne plus représentative.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Activer et renforcer les commissions consultatives de la jeunesse dans les communes et régions:

Pour reconnecter les jeunes aux institutions, **il est essentiel de rendre opérationnelles les commissions consultatives prévues par la loi organique 113-14**. Trop souvent inexistantes ou symboliques, ces instances doivent devenir de véritables espaces de dialogue structurés entre jeunes et élus locaux. Leur activation effective, accompagnée de critères transparents de nomination (inclusivité, diversité territoriale et associative) et d'un droit de réponse institutionnel aux propositions formulées, permettrait de réduire la fracture démocratique. **En donnant aux jeunes un rôle reconnu dans la gouvernance locale, on renforce leur sentiment d'appartenance civique et la légitimité des politiques publiques.**

POUR INSPIRATION

cese
Conseil économique social et environnemental

LES CONVENTIONS CITOYENNES

France

En France, le CESE a coordonné plusieurs conventions citoyennes (notamment sur le climat), rassemblant des citoyen.ne.s tiré.e.s au sort pour formuler des propositions législatives. Ces conventions, bien encadrées, ont acquis une grande légitimité auprès des institutions et de l'opinion publique.

➤ Adaptée au Maroc, cette approche peut renforcer les commissions consultatives jeunesse en les connectant à des conventions régionales représentatives et participatives, soutenues par les conseils régionaux.

02 Valoriser l'engagement informel pour stimuler l'innovation sociale locale

Reconnaître les formes d'engagement non conventionnelles (contenus digitaux, actions communautaires, entraide, etc.) permet de libérer le potentiel créatif des jeunes au service du développement territorial et d'apporter des solutions adaptées aux besoins locaux.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Créer un fonds régional pour soutenir les initiatives citoyennes informelles des jeunes:

Pour stimuler l'innovation sociale locale, **il devient urgent de reconnaître les formes d'engagement qui échappent aux cadres classiques** : mobilisation sur les réseaux sociaux, vidéos de sensibilisation, actions de quartier ou entraide communautaire. La mise en place d'un fonds régional accessible à ces projets, même en dehors d'un cadre associatif, encouragerait des centaines d'initiatives aujourd'hui invisibilisées. Ce fonds pourrait être géré par les conseils régionaux, en lien avec les acteurs associatifs, avec des modalités de candidature simples (vidéo, formulaire en darija, soutien local). **Cela permettrait de libérer le potentiel créatif de la jeunesse, particulièrement dans les zones rurales ou marginalisées.**

POUR INSPIRATION

BUDGET PARTICIPATIF

Brésil – Mairie de Porto Alegre

À Porto Alegre, la municipalité a lancé dès les années 1980 le premier budget participatif au monde, permettant aux citoyen·ne·s de prioriser les investissements publics. Le processus est géré par des comités citoyens élus, en lien avec les autorités locales.

➤ Le Maroc peut s'en inspirer pour créer un fonds régional jeune-citoyen simplifié, attribué à des projets informels, sous la supervision des conseils régionaux ou des services de la jeunesse.

03 Introduire l'éducation citoyenne pour former une génération d'acteurs du changement

En intégrant l'éducation civique dans les parcours de vie (école, jeunesse, associations), on dote les jeunes de compétences démocratiques, favorisant leur autonomie, leur employabilité et leur capacité à influencer les politiques publiques. Cela permet également de renforcer leur sens de la responsabilité sociale et de leur donner les outils nécessaires pour naviguer dans un monde complexe et en constante évolution.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Intégrer un module de citoyenneté active dans le système éducatif et les activités extrascolaires:

L'absence d'éducation civique structurée dans les parcours de vie constitue un frein majeur à l'engagement. Pour y remédier, **il est indispensable d'introduire un module pratique sur les droits participatifs et les mécanismes de la démocratie locale dès le collège**. Ce module pourrait s'appuyer sur des activités ludiques (débats simulés, clubs citoyens, visites pédagogiques au Parlement ou dans les collectivités), en collaboration avec les enseignants, les OSC locales et les institutions constitutionnelles. **Une telle initiative permettrait de développer des compétences civiques et sociales essentielles, tout en favorisant l'émergence d'une génération de jeunes autonomes, critiques et engagés dans la transformation de leur environnement.**

POUR INSPIRATION

PLATEFORMES DE PÉTITIONS EN LIGNE

Canada

La plateforme officielle petitions.ourcommons.ca permet à tout citoyen canadien de soumettre ou signer une pétition numérique recevable par le Parlement. Ce système est intégré dans les parcours scolaires au secondaire pour initier les jeunes à la démocratie participative.

➤ En faire un outil pédagogique marocain dès le collège permettrait d'ancrer la citoyenneté numérique dans l'éducation nationale, en lien avec le ministère de l'Éducation.

04 Déployer des espaces de participation ancrés dans les territoires pour renforcer la cohésion sociale

En créant des lieux de dialogue ouverts et réguliers, on renforce l'inclusion des jeunes, on tisse des liens intergénérationnels et on canalise les frustrations en énergie constructive pour le vivre-ensemble. Grâce à ces initiatives, les jeunes peuvent s'exprimer librement sur les enjeux qui les concernent, tout en développant leur sens critique et leur engagement citoyen.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Transformer les maisons de jeunes en véritables hubs de participation citoyenne:

Les maisons de jeunes, souvent désertées ou sous-utilisées, peuvent devenir des lieux-clés pour revitaliser la participation territoriale. Il suffit de les doter d'une nouvelle mission : **accueillir des "espaces participation jeunes"** où seraient organisés des ateliers de formation civique, des rencontres avec les élus, des débats publics ou des projets citoyens locaux. En assurant une gestion conjointe entre communes, délégations du ministère de la jeunesse et associations locales, ces espaces permettraient aux jeunes de s'impliquer dans la vie publique là où ils vivent, dans un cadre souple, accessible, et à leur image. **Cela renforcerait le lien social, réduirait l'exclusion territoriale, et ouvrirait des perspectives concrètes d'action pour la jeunesse.**

POUR INSPIRATION

SESSIONS CANTONALES DES JEUNES

Suisse

Les cantons suisses organisent des conférences de jeunes où ceux-ci discutent directement avec les responsables politiques, et proposent des mesures concrètes. Ces forums sont organisés dans les centres de jeunesse, avec un financement public.

➤ Le Maroc pourrait transformer les maisons de jeunes en hubs de participation inspirés de ce modèle, avec un appui des communes ou des délégations régionales de la jeunesse.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

05 Rendre visible l'impact des engagements citoyens pour amplifier l'implication collective

En valorisant publiquement les initiatives portées par les jeunes, on génère un effet d'entraînement : d'autres jeunes s'engagent, les institutions réagissent, et l'utilité sociale de la participation devient tangible et partagée. Les récits inspirants des jeunes acteurs de changement peuvent également servir de modèles et de motivation pour ceux qui hésitent encore à s'investir.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Lancer une campagne nationale de valorisation de l'engagement des jeunes dans toutes les régions:

Pour amplifier l'implication collective, il est crucial de donner de la visibilité aux initiatives citoyennes portées par les jeunes. **Une campagne annuelle intitulée "Les Jeunes Changent le Maroc"**, diffusée à la fois sur les chaînes publiques, les radios régionales, et les réseaux sociaux, permettrait de rendre hommage à cette énergie civique trop souvent ignorée. Chaque région pourrait y mettre en avant ses initiatives locales les plus inspirantes, avec à la clé une reconnaissance symbolique par les élus ou institutions concernés. **En médiatisant les parcours, en mettant des visages sur l'engagement, cette campagne susciterait un effet d'entraînement, tout en consolidant une culture de la reconnaissance et de la contribution collective.**

POUR INSPIRATION

RADIOS ASSOCIATIVES ET COMMUNAUTAIRES

Maroc

Le FMAS soutient le développement des radios communautaires au Maroc, particulièrement dans les zones rurales. Ces radios, animées par des jeunes bénévoles, relaient les préoccupations locales et créent des liens entre la société civile et les Citoyen.ne.s.

➤ Une campagne nationale pourrait être développée avec ces radios et enrichie par des webradios ou podcasts en darija, amazighe ou arabe classique, pour valoriser l'engagement des jeunes et donner de la visibilité à leurs initiatives.

MÉCANISMES DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE : PERCEPTION, OBSTACLES ET PISTES DE RENFORCEMENT

REGARDS DE NOS AMBASSADEURS

En tant que jeune engagée dans la région Rabat Salé Kénitra, j'ai longtemps pensé que la démocratie participative était une affaire de grandes conférences, de textes juridiques, ou de personnes déjà bien placées. Mais ma participation aux *Cafés Citoyens* organisés dans ma région m'a permis de voir les choses autrement. **Pour la première fois, j'ai compris que ma voix pouvait avoir un poids, si on me donne l'espace pour l'exprimer, et surtout, si on m'explique comment l'utiliser.**

Les outils de la démocratie participative (pétitions, motions citoyennes, budgets participatifs) existent sur le papier. Mais dans les faits, peu de jeunes en connaissent l'existence, et encore moins savent comment les activer. C'est comme si on avait planté un arbre sans montrer où il se trouve, ni comment en cueillir les fruits.

À Kénitra, comme ailleurs, les jeunes ont des idées, des envies d'agir pour leur quartier, leur université, leur ville. Mais on se heurte à des murs : procédures complexes, manque d'information, et parfois, un vrai sentiment de découragement. Lors de ces échanges citoyens, j'ai vu que ce n'est pas le désintérêt qui freine la participation, mais plutôt l'absence de passerelles concrètes. Lorsque l'on crée ces ponts, même simples — une salle, une animation, un cadre d'écoute — les jeunes répondent présents. Ils proposent, débattent, défendent des idées avec une maturité et une énergie incroyables. Mais tout cela ne suffit pas s'il n'y a pas un après. Trop souvent, les jeunes participent, remplissent des formulaires, donnent leur avis… et puis plus rien. **Aucune suite. Ce silence institutionnel est dangereux, car il tue la motivation à la racine. Il faut au contraire instaurer une culture du retour, du dialogue continu, et du respect des engagements.**

ZAINAB CHERRAT
Ambassadrice Mentor
Rabat-Salé-Kénitra

5 CONSTATS PROFONDS ISSUS DU TERRAIN

1. Une méconnaissance généralisée des mécanismes

48%

Près d'un jeune sur deux (48 %) évalue à 1 ou 2 sur 5 l'efficacité des mécanismes participatifs

Les dispositifs de participation citoyenne prévus par la Constitution — motions législatives, pétitions, conseils consultatifs — sont largement **méconnus par la jeunesse marocaine**. Même au sein des milieux associatifs, leur existence et leur mode de fonctionnement demeurent flous. Ce déficit de connaissance est d'autant plus préoccupant qu'il touche également les élus locaux et les responsables administratifs dans certaines collectivités. Le droit existe, mais reste dormant, faute d'appropriation citoyenne.

2. Une complexité dissuasive des procédures

Lorsqu'un jeune souhaite activer un mécanisme participatif, il est confronté à des obstacles techniques : formalités juridiques, seuils de signatures élevés, rédaction en arabe administratif ou en français juridique, délais longs, etc. **Ces barrières bureaucratiques créent un effet repoussoir.**

75%

3 jeunes sur 4 (75 %) estiment que des formations en citoyenneté et leadership sont nécessaires pour faciliter leur engagement.

En milieu rural ou semi-rural, où **les ressources d'accompagnement sont rares**, ces démarches deviennent quasi inaccessibles, aggravant les inégalités entre Citoyen.ne.s .

3. Un impact quasi invisible des propositions citoyennes

36%

Près de 4 jeunes sur 10 (36 %) attribuent la note minimale (1 ou 2 sur 5) à l'utilité réelle des outils participatifs

Les jeunes qui ont tenté de formuler des propositions à travers des pétitions ou des conseils locaux **expriment un sentiment d'inutilité** : leurs propositions sont rarement prises en compte, rarement suivies d'effet et encore plus rarement valorisées.

Ce manque de retour institutionnel alimente **une frustration silencieuse**. La démocratie participative est perçue comme un exercice sans débouché réel, voire comme un alibi de consultation.

4. Des inégalités territoriales criantes dans l'accès à la participation

61%

6 jeunes sur 10 (61%) placent l'amélioration des conditions de vie en milieu rural parmi leurs préoccupations majeures

Dans plusieurs provinces, notamment rurales ou enclavées, les structures de proximité (maisons des jeunes, centres culturels, conseils de jeunes, dispositifs d'appui) **sont absentes, fermées ou inactives.** Même lorsque des cadres participatifs sont prévus dans les textes, ils ne sont pas opérationnels dans la réalité.
Cette fracture territoriale prive des milliers de jeunes d'un accès égal à leurs droits civiques.

5. Une envie d'agir présente mais découragée

66%

Deux tiers des jeunes (66%) appellent à la mise en place de fonds pour soutenir les initiatives citoyennes

HAMZA BOUKSIM

AMASSADEUR MENTOR
SOUSS-MASSA

Avant de participer au *Café Citoyen* dans ma région, je n'avais jamais entendu parler des pétitions citoyennes ou des motions inscrites dans la Constitution. Pour nous, la démocratie participative, c'était juste un mot dans les manuels. Mais quand j'ai appris qu'on pouvait initier des propositions concrètes au niveau communal, ça m'a motivé.

Le problème, c'est que le chemin est flou : il n'y a pas de guichet d'information, les démarches sont techniques, et même les responsables locaux ne savent pas toujours comment ça fonctionne. Pourtant, dans les quartiers d'AGADIR , il y a des jeunes prêts à s'engager, à condition qu'on leur ouvre la porte.

Malgré tous ces freins, **les jeunes expriment une envie persistante de participer** : ils posent des questions, formulent des idées, cherchent des espaces d'écoute. Leur demande est vive, mais elle se heurte à un mur d'inertie. L'exclusion n'est pas choisie, elle est subie. Cela prouve qu'avec les bons dispositifs, **la mobilisation pourrait être massive, constructive et structurante pour les politiques locales.**

5 RAISONS D'AGIR

01 Réduire le fossé juridique et démocratique entre les droits inscrits dans la Constitution et leur usage réel

En facilitant l'accès aux outils participatifs, **le Maroc peut garantir une citoyenneté active, équilibrer la relation entre institutions et Citoyen.ne.s** , et concrétiser les principes de la Constitution de 2011 dans la vie quotidienne. En encourageant l'implication des jeunes dans ces processus, le pays se dote d'une génération mieux informée et engagée, prête à relever les défis démocratiques de demain.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Créer un programme national d'animation citoyenne dans les communes, centré sur la vulgarisation des mécanismes participatifs:

Ce programme, porté par les collectivités territoriales en partenariat avec les associations locales, viserait à organiser des cycles réguliers d'ateliers participatifs (en darija et amazighe) sur les droits constitutionnels, les pétitions, les motions, et les conseils consultatifs. Ces ateliers seraient animés dans les maisons de jeunes ou les centres culturels, avec un kit pédagogique simplifié et des exemples concrets. **L'objectif est de démystifier les dispositifs existants et de permettre à chaque jeune, même sans bagage juridique, de les utiliser efficacement.**

POUR INSPIRATION

L'INITIATIVE LÉGISLATIVE POPULAIRE

Espagne

En Espagne, l'Initiative législative populaire (ILP) permet aux citoyen·ne·s de proposer directement des lois au Parlement, à condition de réunir un certain nombre de signatures (500 000). Ce mécanisme de démocratie directe est complété par d'autres outils participatifs comme les assemblées citoyennes, où des citoyen·ne·s tiré·e·s au sort délibèrent sur des sujets d'intérêt général.
Adapté au contexte marocain, ce modèle pourrait inspirer la création d'un dispositif d'Initiative Citoyenne Législative, notamment au niveau régional, afin d'impliquer les jeunes dans la formulation de propositions de lois ou de recommandations territoriales.

02 Rendre la démocratie participative inclusive et accessible pour tous les jeunes, quel que soit leur territoire

En simplifiant les démarches et en adaptant les outils aux réalités locales (langue, alphabétisation, moyens technologiques), on assure une équité d'accès à la participation entre jeunes urbains, ruraux, scolarisés ou non.La mise en place de formations et d'ateliers de sensibilisation pourrait également renforcer cette dynamique inclusive, en offrant aux jeunes les compétences nécessaires pour s'engager activement.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Lancer une plateforme mobile multilingue (arabe, amazighe, darija) dédiée aux démarches participatives locales:

Cette application – simple, gratuite et mobile-friendly – **permettrait aux jeunes de déposer une idée citoyenne, soutenir une pétition, ou participer à une consultation locale sans se déplacer**. Déployée avec l'appui du Ministère de la Transition Numérique et de la DGCL, elle comblerait le manque d'accès aux institutions en zones enclavées, tout en modernisant les canaux de participation. **Des points relais dans les communes (cybercafés, maisons digitales, etc.) offriraient un accompagnement à l'utilisation.De plus, la plateforme intégrerait des fonctionnalités éducatives pour sensibiliser les jeunes à l'importance de la démocratie participative et leur fournir des outils pour mieux comprendre les processus décisionnels.**

POUR INSPIRATION

BOÎTE À IDÉES CITOYENNE

Canada

La plateforme « Boîte à idées citoyenne », portée notamment par la Ville de Montréal et soutenue dans certains cas par le gouvernement fédéral, permet aux citoyen.ne.s de soumettre en ligne des propositions d'intérêt public. Ces idées sont consultables, votables et suivies en temps réel, avec des retours concrets sur leur traitement.
Ce mécanisme transparent et interactif stimule la participation continue et créative. Dans le contexte marocain, un tel outil numérique permettrait de mobiliser les jeunes à grande échelle, y compris ceux des zones enclavées.

4CITIZEN

03 Renforcer l'efficacité des mécanismes participatifs pour restaurer leur crédibilité

En assurant un traitement visible, rapide et transparent des propositions citoyennes, on transforme ces dispositifs en leviers concrets de transformation publique ; ce qui renforce leur légitimité aux yeux des jeunes. En intégrant des outils numériques innovants, tels que des plateformes interactives ou des applications mobiles, l'accès à l'information et la participation peuvent être facilités, rendant les processus plus inclusifs et accessibles à tous.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Créer un tableau de bord public de suivi des propositions citoyennes, consultable en ligne et dans les communes:

Chaque proposition issue d'un mécanisme participatif (pétition, motion, réunion locale) serait référencée sur un portail public avec son statut : "reçue", "en cours d'étude", "validée", "rejetée", "mise en œuvre". Ce système de transparence, déjà appliqué dans certaines villes européennes, permettrait aux jeunes de suivre l'impact de leurs propositions et d'identifier les interlocuteurs institutionnels responsables. **Il s'agirait d'un levier puissant de crédibilisation des dispositifs participatifs au Maroc.En outre, ce tableau de bord pourrait être accompagné d'une fonctionnalité de feedback, où les citoyens auraient la possibilité de commenter et de discuter les propositions en ligne.**

POUR INSPIRATION

PARLEMENT DES JEUNES

Belgique

Le Parlement des Jeunes, soutenu par le Parlement fédéral et les institutions éducatives belges comme la Fédération Wallonie-Bruxelles, simule le processus législatif pour les jeunes. Ce cadre éducatif favorise la compréhension des règles démocratiques et renforce le sens de l'engagement civique.

➢ Au Maroc, une déclinaison régionale de cette initiative contribuerait à préparer la jeunesse aux enjeux publics tout en consolidant leur posture d'acteurs du changement.

04 Réduire les inégalités territoriales d'accès à la citoyenneté active

En déployant des structures de proximité fonctionnelles, **on permet aux jeunes de participer à la vie publique sans devoir migrer vers les grandes villes ou les capitales régionales**. Cela renforce la cohésion territoriale et démocratique.Ainsi, chaque jeune peut s'engager activement dans sa communauté, contribuant à un développement équilibré et inclusif.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Réhabiliter et dynamiser au moins un espace civique par commune (maison des jeunes, centre culturel, espace citoyen):

Ces lieux deviendraient des hubs de participation ouverts, animés par des jeunes pairs formés. Ils hébergeraient des formations civiques, des clubs citoyens, des permanences d'assistance administrative ou des cafés-débats. L'État pourrait intégrer cette action dans les programmes INDH ou les partenariats DGCT–associations. **L'enjeu est de créer une présence physique stable dans chaque commune pour que la participation cesse d'être un privilège urbain.**

POUR INSPIRATION

CAFÉS CITOYENS

MAROC

Depuis 2017, l'association *Les Citoyens* organise les *Cafés Citoyens*, des rencontres participatives dans les 12 régions du Maroc. Tenus dans des cafés, maisons de jeunes, bibliothèques ou places publiques, ces espaces ouverts permettent aux jeunes, aux femmes et aux acteurs locaux de débattre librement, entre eux ou avec des responsables publics.
Cette pratique marocaine éprouvée, déployée aussi bien en milieu urbain que rural, contribue à renforcer la participation, décloisonner le débat public et rapprocher les politiques des réalités locales. En faire des rendez-vous réguliers au sein des maisons de jeunes permettrait d'ancrer durablement cette culture du dialogue citoyen.

LES CITOYENS
MIEUX VIVRE ENSEMBLE

05 Capitaliser sur la volonté d'agir des jeunes pour moderniser les politiques publiques locales

En répondant aux propositions de la jeunesse, les collectivités peuvent intégrer des solutions innovantes, renforcer l'adhésion aux projets territoriaux et rendre la gouvernance plus dynamique, réactive et connectée à la société civile. En effet, impliquer les jeunes dans les processus décisionnels permet non seulement de dynamiser les politiques locales, mais aussi de favoriser un sentiment d'appartenance et de responsabilité chez les nouvelles générations.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Mettre en place des budgets participatifs jeunes dans chaque région, avec un accompagnement pédagogique:

Inspirés du modèle déjà testé à AGADIR ou CHEFCHAOUEN , ces budgets permettraient aux jeunes de proposer et de voter pour des projets locaux à financer (sport, culture, environnement, éducation). L'accompagnement des associations de jeunesse et des élus locaux serait clé pour garantir l'égalité d'accès, la compréhension des enjeux budgétaires, et le suivi des réalisations. **Cette démarche combine apprentissage civique et transformation concrète des territoires.** En outre, ces budgets participatifs encouragent une culture de transparence et de responsabilité, en permettant aux jeunes de mieux comprendre les processus décisionnels et l'impact des politiques publiques sur leur quotidien. Grâce à ces initiatives, les jeunes deviennent non seulement des acteurs du changement, mais aussi des ambassadeurs de la démocratie participative dans leur entourage.

POUR INSPIRATION

BUDGET PARTICIPATIF SCOLAIRE

PORTUGAL

Le Budget Participatif des Jeunes de Massamá e Monte Abraão, lancé en 2018 par la commune locale au Portugal en partenariat avec la startup MyPolis, permet aux jeunes de 11 à 22 ans de proposer, voter et suivre des projets financés par une enveloppe dédiée. Lors de la première édition, plus de 1200 jeunes ont voté pour concrétiser des idées issues de 102 propositions. Ce dispositif développe l'autonomie, le sens civique et la prise de décision collective dès l'adolescence. Transposé au Maroc, il pourrait être mis en place dans les maisons des jeunes ou les lycées pour initier concrètement les jeunes à la démocratie locale.

L'E-PARTICIPATION CITOYENNE : ETAT DES LIEUX, DÉFIS ET LEVIERS AU MAROC

REGARDS DE NOS AMBASSADEURS

L'émergence du numérique a profondément transformé les formes de participation citoyenne. Aujourd'hui, les jeunes générations ne se détournent pas de la chose publique : elles la réinventent. Leur engagement s'exprime moins dans les formes classiques de mobilisation que dans l'univers digital, où les plateformes deviennent autant de tribunes, d'espaces de débat, de revendication et de construction collective.

Pourtant, **cette e-participation reste à ce jour sous-estimée, mal encadrée, et rarement reconnue comme un levier sérieux de transformation démocratique.**

LAMIAE CHAOUI

Ambassadrice Mentor
MARRAKECH-SAFI

Le paradoxe est saisissant : alors même que les jeunes sont omniprésents en ligne, leurs contributions citoyennes dans cet espace sont souvent invisibilisées ou décrédibilisées. Or, ignorer cette dynamique revient à se priver d'une force d'innovation sociale et politique inestimable. **L'e-participation n'est pas seulement une affaire de technologie. Elle repose avant tout sur trois piliers essentiels : la confiance, la lisibilité des dispositifs, et le sentiment d'impact**. Lorsqu'un jeune partage une idée, signe une pétition, participe à une consultation en ligne ou interpelle un décideur via les réseaux sociaux, il engage son attention et sa croyance en la possibilité d'un changement. Ce geste, aussi simple soit-il, mérite une reconnaissance institutionnelle. Sans réponse, l'élan s'essouffle. Le désintérêt ne précède pas la participation : il en découle.

Face aux défis sociaux, environnementaux et économiques qui se posent à notre société, l'écoute des jeunes citoyen.ne.s ne peut plus être périphérique. L'espace numérique est une opportunité pour rétablir ce dialogue, à condition de le considérer comme un lieu politique à part entière.

5 CONSTATS PROFONDS ISSUS DU TERRAIN

1. Un usage massif des réseaux sociaux à visée citoyenne, mais peu structuré

68%

Plus de 2 jeunes sur 3 (68 %) utilisent les réseaux sociaux pour parler de sujets politiques ou sociaux.

Les institutions publiques restent peu présentes ou peu actives sur les réseaux fréquentés par les jeunes. **Les campagnes gouvernementales sont rares, descendantes, et peu interactives.**

Les commentaires et interpellations citoyennes restent souvent sans réponse, entretenant un sentiment d'indifférence ou de mépris. Ce silence numérique institutionnel contribue à **fragiliser la confiance et à éloigner davantage les jeunes des canaux officiels de participation.**

2. Des plateformes officielles méconnues et peu ergonomiques

50%

1 jeune sur 2 (50 %) déclare ne pas signer de pétitions ni participer à des campagnes numériques.;

Malgré l'existence de plateformes telles que chikaya.ma ou les sites de consultations publiques des ministères, peu de jeunes les utilisent. Leurs fonctionnalités sont souvent peu adaptées aux usages actuels : interfaces complexes, absence de retour, manque d'adaptation aux supports mobiles.

Cela alimente l'idée selon laquelle ces outils sont davantage des vitrines que des leviers d'influence réels.

3. Une fracture numérique persistante et préoccupante

32%

Seul 1 jeune sur 3 (32 %) affirme avoir participé exclusivement en ligne à des mécanismes de démocratie participative.

Les jeunes des zones rurales ou semi-rurales rencontrent de **multiples obstacles à l'e-participation** : faible connexion internet, absence d'équipements numériques personnels, ou encore manque de compétences digitales.

Cette double fracture — technologique et cognitive — reproduit les inégalités sociales dans l'espace numérique, et marginalise les jeunes qui auraient pourtant beaucoup à dire sur leurs conditions de vie.

4. Une absence de dialogue institutionnel dans les espaces numériques

64%

Bien que 64 % des jeunes déclarent avoir déjà promu une cause sociale ou politique en ligne

Les institutions publiques restent peu présentes ou peu actives sur les réseaux fréquentés par les jeunes. **Les campagnes gouvernementales sont rares, descendantes, et peu interactives.** Les commentaires des jeunes restent souvent sans réponse. Ce silence numérique institutionnel est vécu comme une forme de mépris ou d'invisibilisation, renforçant la défiance à l'égard de l'administration.

BACEM GUERROUJ

AMASSADEUR MENTOR L'ORIENTALE

L'Oriental souffre d'un isolement structurel. Le taux de chômage a dépassé 41,4 % en 2024, et la jeunesse se désintéresse du politique, faute de perspectives. La méfiance vis-à-vis des institutions est alimentée par les tensions frontalières, le désengagement de l'État central, et l'absence d'espaces d'échange. Pour raviver l'espoir, il nous faut des plateformes de dialogue régulières avec les décideurs, des formations ciblées sur la citoyenneté et surtout, du soutien aux initiatives portées par les jeunes eux-mêmes.

5. Un écosystème créatif riche mais non soutenu

67%

Près de 7 jeunes sur 10 (67 %) demandent des formations ou un meilleur accès à l'information pour leurs projets citoyens

Partout dans le pays, des jeunes produisent des podcasts citoyens, des chaînes YouTube engagées, des blogs d'analyse politique locale. **Ces initiatives sont des formes modernes de journalisme civique et de participation critique. Pourtant, elles restent isolées, sans réseau de soutien, ni reconnaissance par les collectivités locales ou les instances publiques.** Un capital citoyen considérable est ainsi laissé en jachère.

5 RAISONS D'AGIR

01 Intégrer la voix numérique des jeunes dans la fabrique des politiques publiques:

En prenant en compte les expressions citoyennes en ligne (contenus, hashtags, campagnes), les institutions peuvent capter des signaux faibles de mobilisation, mieux anticiper les crises sociales, et construire des politiques plus connectées aux réalités du terrain.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Créer un observatoire national des dynamiques citoyennes numériques

Créer une cellule nationale de veille citoyenne numérique au sein du Ministère de la Jeunesse ou du CESE, chargée d'analyser les tendances émergentes sur les réseaux sociaux (hashtags, revendications, campagnes) et de produire des synthèses trimestrielles transmises aux décideurs publics. Cette structure, en s'appuyant sur des jeunes analystes issus de toutes les régions, **permettrait de reconnaître la valeur politique des dynamiques numériques et d'en faire une source complémentaire d'intelligence collective dans l'élaboration des politiques publiques**

POUR INSPIRATION

YOUTH POLICY LABS

YOUTH POLICY LABS (MINISTRE DU NUMÉRIQUE ET DE LA CULTURE – DCMS)

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni a lancé les Youth Policy Labs, des cellules d'analyse où des jeunes identifient les tendances numériques (hashtags, campagnes, récits viraux) pour alimenter les politiques publiques. Ces Labs produisent des rapports transmis aux décideurs, intégrant la voix numérique des jeunes dans l'action gouvernementale. Ce modèle permet de reconnaître les réseaux sociaux comme un espace d'expression citoyenne stratégique et de rapprocher les institutions des dynamiques de terrain.

02 Moderniser les outils institutionnels pour démocratiser la participation en ligne:

En améliorant l'ergonomie et l'accessibilité des plateformes publiques, on élargit le spectre des citoyen.ne.s engagé.e.s et on réduit les barrières d'accès à l'action publique, notamment pour les jeunes peu politisés ou éloignés des centres urbains.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Refondre les plateformes de participation pour en faire de vrais leviers démocratiques:

Refondre les plateformes de participation citoyenne existantes (comme chikaya.ma) en les adaptant aux usages mobiles, en y intégrant un système de suivi public des contributions, et en les traduisant systématiquement en darija et amazighe. En rendant ces outils plus intuitifs, plus transparents, et culturellement accessibles, on permet à un plus grand nombre de jeunes, y compris non diplômés ou peu connectés à l'administration, de s'exprimer de manière structurée.. **En facilitant l'accès à ces plateformes, on encourage également le partage d'idées novatrices et l'engagement collectif autour de projets communautaires**. De plus, l'intégration de technologies telles que l'intelligence artificielle pourrait aider à analyser les tendances et les préoccupations des citoyen.ne.s afin d'informer les décideurs en temps réel.

POUR INSPIRATION

"G0V" (GOV-ZERO)

Taïwan

Cette plateforme ouverte permet aux citoyen·ne·s taïwanais de débattre, commenter et améliorer les projets de loi en ligne. Grâce à un système de visualisation collaborative, les propositions qui recueillent le plus de consensus sont directement intégrées dans les décisions publiques.

➢ Un outil marocain équivalent – ergonomique, multilingue et adapté aux réalités locales – renforcerait la transparence institutionnelle et offrirait un canal direct de contribution à la fabrique des lois et des politiques publiques.

03 Combler la fracture numérique pour une participation inclusive:

En garantissant un accès équitable aux outils numériques, à la formation et à la connexion, on évite que le numérique ne devienne un nouveau facteur d'exclusion démocratique. C'est un enjeu d'équité territoriale et générationnelle. Former les jeunes aux compétences numériques est essentiel pour leur permettre de participer pleinement à la vie démocratique de leur communauté.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Faire des lieux de proximité des hubs d'e-participation pour tous

Mettre en place un programme national **"WiFi Citoyen" dans les maisons des jeunes**, bibliothèques, centres culturels ou cafés associatifs, couplé à des ateliers réguliers de formation à l'e-participation pour les jeunes ruraux. Cela permettra de réduire les inégalités d'accès, de créer des points de relais locaux pour la citoyenneté numérique, et de renforcer les capacités de jeunes souvent éloignés des circuits classiques de participation. **De plus, encourager la création de réseaux de mentorat numérique, où des professionnels du secteur technologique pourraient partager leurs connaissances et compétences avec les jeunes.**

POUR INSPIRATION

enter e-estonia

DIGITAL STATE HACKATHON

Estonie

En Estonie, des hackathons citoyens réguliers permettent à des jeunes de concevoir, tester et prototyper de nouvelles solutions d'e-participation. Des équipes pluridisciplinaires (développeurs, sociologues, designers, fonctionnaires) travaillent ensemble pour résoudre des défis concrets d'inclusion ou d'administration numérique.

➤ Un concours marocain structuré autour des maisons de jeunes, des universités et des collectivités pourrait révéler de nouveaux talents, outiller la jeunesse et renforcer les capacités numériques des territoires.

04 Créer une communication publique dialogique et interactive:

En investissant les réseaux sociaux comme lieux de dialogue réel, les institutions peuvent changer leur image auprès de la jeunesse, bâtir une culture de l'écoute, et renforcer la confiance dans l'action publique. Une communication efficace et engagée sur ces plateformes peut favoriser un sentiment d'appartenance et de responsabilité partagée parmi les jeunes. Cela exige une adaptation aux codes et langages propres à ces espaces numériques, ainsi qu'une ouverture à des formats plus créatifs et interactifs pour capter l'attention et susciter l'intérêt.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Humaniser la présence numérique des institutions locales:

Former des community managers institutionnels jeunes dans chaque collectivité territoriale pour assurer une présence active, bienveillante et réactive sur les réseaux sociaux, avec des comptes officiels dédiés à la relation avec la jeunesse locale. Cela transforme les pages institutionnelles en véritables espaces de dialogue, d'écoute et de co-construction symbolique, tout en désacralisant la relation entre administration et jeunesse. Par ailleurs, l'organisation régulière d'événements numériques — débats en direct, sessions interactives, ou questions-réponses — **permettrait de renforcer l'interaction directe entre les jeunes et les représentants publics, tout en élargissant l'audience et en rendant l'action publique plus transparente et accessible.**

POUR INSPIRATION

AGENCE FÉDÉRALE POUR L'ÉDUCATION CIVIQUE (BPB)

Allemagne

La bpb est une institution publique qui promeut la culture démocratique à travers des ateliers, débats, expositions et ressources pédagogiques. Elle cible notamment les jeunes, en collaboration avec les écoles, associations et municipalités. Grâce à ses outils accessibles (jeux civiques, simulateurs politiques, publications interactives), elle rend la participation citoyenne plus concrète et engageante. Ce modèle montre qu'un investissement public structuré peut ancrer durablement l'éducation civique et le débat démocratique dans les territoires.

05 Soutenir les créateurs de contenu citoyen pour stimuler l'innovation démocratique:

En accompagnant les jeunes qui produisent du contenu civique (podcasts, vidéos, mèmes pédagogiques...), on transforme ces initiatives individuelles en levier collectif de sensibilisation, d'éducation civique, et de mobilisation citoyenne. Cela permet de créer un réseau dynamique où chaque voix compte et où les idées peuvent circuler librement et être amplifiées.

RECOMMANDATION DES CITOYEN.NE.S

Investir dans l'écosystème des médias citoyens jeunes:

Lancer un fonds national pour les médias citoyens jeunes, permettant de financer chaque année des podcasts, chaînes YouTube, séries documentaires, ou mèmes éducatifs produits par des jeunes autour de questions d'intérêt public (écologie, égalité, transparence...). **Cette mesure soutient les formes modernes de participation**, valorise la créativité comme outil démocratique, et ancre les messages citoyens dans les langages visuels et culturels des nouvelles générations. En outre, la création de partenariats avec des institutions éducatives et des plateformes numériques **pourrait renforcer cet écosystème médiatique en émergence.**

POUR INSPIRATION

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté Égalité Fraternité

FONDS DE SOUTIEN AUX MÉDIAS D'INFORMATION SOCIALE DE PROXIMITÉ

France - Ministère de la Culture

En France, le Fonds de soutien aux médias d'information sociale de proximité, lancé en 2021, finance des médias émergents ancrés localement (radios associatives, web TV citoyennes, podcasts de quartier, médias jeunes, etc). Ce dispositif encourage la production de contenu par et pour les citoyen.ne.s, en mettant l'accent sur la proximité, l'éducation aux médias et la diversité des formats. Le fonds soutient particulièrement les projets portés par des jeunes ou des structures associatives, avec une attention spécifique aux territoires sous-représentés dans les médias traditionnels.

CONCLUSION

Ce rapport, fruit d'une enquête approfondie menée dans **les 12 régions** du Maroc auprès de plus de **1100 jeunes**, révèle une réalité trop souvent ignorée : **loin d'être désengagée, la jeunesse marocaine porte en elle une volonté claire de participer à la transformation de son pays.** À travers les *Cafés Citoyens*, dans des maisons de jeunes, des bibliothèques, des places publiques ou des cafés, ces jeunes ont exprimé leurs espoirs, leurs frustrations, leurs propositions – et surtout, leur aspiration à une citoyenneté vivante, utile et reconnue.

Ce que ces échanges ont mis en évidence, c'est un écart croissant entre les cadres institutionnels de la participation et les formes d'engagement réelles des jeunes. Vote, pétitions, conseils consultatifs : ces mécanismes sont souvent méconnus, jugés inefficaces ou inaccessibles. Pourtant, **l'énergie citoyenne existe. Elle se déploie ailleurs : sur les réseaux sociaux, dans l'entraide communautaire, à travers des podcasts, des coopératives, des actions locales spontanées**. Elle est informelle, créative, résiliente – mais trop souvent invisibilisée.

La défiance vis-à-vis des institutions, exprimée par plus de 70 % des jeunes interrogés, ne signifie pas un rejet de la démocratie, mais un appel à sa réinvention. Car la jeunesse marocaine ne demande pas à être « sensibilisée » ou « encadrée » : elle demande à être écoutée, reconnue, associée. À faire partie du processus de décision, à apporter ses solutions, à participer à égalité.

Ce rapport ne propose pas de recettes toutes faites. Il identifie des constats, formule des raisons d'agir, avance des recommandations concrètes et met en lumière des bonnes pratiques inspirantes, adaptées au contexte marocain. Il trace des pistes pour **repenser la participation citoyenne, non comme un dispositif formel réservé à une élite, mais comme un levier quotidien de transformation sociale accessible, inclusif, et valorisant.**

Il est temps que la parole des jeunes ne soit plus un ornement dans les stratégies publiques, mais une source de décision, d'innovation et d'impact.
Il est temps que les dispositifs soient réformés, simplifiés, territorialisés, traduits dans les langages et les outils des nouvelles générations. Il est temps que les créateurs de contenu citoyen, les leaders de quartier, les jeunes ruraux, les collectifs informels soient vus pour ce qu'ils sont : des citoyen.ne.s à part entière.
Ce rapport est donc bien plus qu'un état des lieux. Il est un manifeste pour une démocratie de proximité, partagée et renouvelée. **Une démocratie dans laquelle les jeunes ne sont pas simplement appelés à voter tous les cinq ans, mais invités à co-construire, chaque jour, le Maroc de demain.**

LES CITOYENS

MIEUX VIVRE ENSEMBLE

LET'S CONNECT !

@lescitoyensma

contact@lescitoyens.org

www.les-citoyens.org